

REVUE DE PRESSE

Vie de l'université // Enseignants-chercheurs, professeurs et maîtres de conférence

Jeudi 22 mars 2018

Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans la presse

Vie de l'université

AEF

20 mars 2018

Virginie De Luca Barrusse, professeure en sociologie, présente le projet REDPOP pour l'université

Démographie : 7 universités et l'Ined lancent l'EUR Redpop en réseau pour "maintenir la visibilité de leur discipline"

Paris-I et l'Ined (Institut national d'études démographiques) portent avec six universités un projet de graduate school dédié à la démographie et aux sciences de la population. Sélectionné dans le cadre du PIA 3 au titre des écoles universitaires de recherche, le projet "**Redpop**" bénéficiera d'une enveloppe de 5,47 M€ sur dix ans. "L'objectif est de faire de la formation à la recherche par la recherche", indique Virginie De Luca Barrusse, directrice exécutive de l'EUR, jointe par AEF lundi 19 mars 2018. "Travailler en réseau nous permettra de mettre en commun nos compétences et de maintenir la visibilité de notre discipline", estime-t-elle. William Molmy, directeur des relations internationales et des partenariats de l'Ined, est le délégué général de l'EUR.

Le JSD.com

20 mars 2018

Article à propos du Campus Condorcet

Qui chauffera Condorcet ? Accord trouvé avec Vinci, à Bercy de trancher

Il y a quelques semaines, l'option était encore jugée officiellement irréaliste par les représentants du groupement Sérendicité (dont Vinci), titulaire du Partenariat public privé (PPP). Et pourtant, selon nos informations, un accord a bien été trouvé entre le Syndicat mixte des réseaux d'énergie calorifique (Smirec) présidé par Didier Paillard et Sérendicité, pour raccorder le futur campus Condorcet au réseau de chauffage urbain. L'impact économique serait supportable. L'accord, qui a le soutien du ministère de la Transition écologique, implique cependant une modification tarifaire du PPP qui appelle validation du ministère des Finances

[► Lien vers l'article](#)

Portail IE.fr

17 mars 2018

Le Master 2 professionnel Technique d'Information et de Décision dans l'Entreprise de l'université est classé parmi le top 10 des formations en intelligence économique au sein du classement SMBG Eduniversal 2018

Eduniversal 2018: les meilleures formations en Intelligence économique

Ce 17 mars 2018 sort le classement SMBG Eduniversal 2018 des meilleurs Masters, Mastères Spécialisés et MBA. Nous vous proposons de découvrir les dix meilleures formations en Intelligence économique de France.

Les quatre premières places du classement restent inchangées par rapport à 2017. Pour la 17ème année consécutive, l'École de Guerre Économique en prend la tête avec son MBA Spécialisé Stratégie et Intelligence économique. Elle est suivie de l'École Européenne d'Intelligence Économique, de l'EISTI – École Internationale des Sciences du Traitement de l'Information et de l'IAE de Poitiers.

L'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne progresse d'une place en cinquième position et passe devant l'Université Paris-Est-Créteil. De même, l'Université Jean Monnet Saint-Etienne passe en 9ème position devant l'Université d'Angers.

[► Lien vers l'article](#)

Business Immo

14 mars 2018

Article à propos du Master 2 Gestion et Stratégie de l'Investissement Immobilier de la Construction de l'université

Le Master 2 GESIIC en immersion au Mipim

En direct du Mipim (Cannes) - Une délégation du Master 2 GESIIC (Gestion et Stratégie de l'Investissement Immobilier et de la Construction) de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dirigé par Guillaume Chanson, participe au Mipim 2018. Ce partenariat a été créé à l'initiative de Filippo Rean, directeur de la division qui gère les salons Mipim et Mipic et de Jean-Louis Coville, fondateur et manager du groupe Elysées.

Sous la conduite de Gaëlle Fillon, content and conferences director, les délégués ont pour mission de suivre une sélection de conférences à l'issue desquelles ils rédigeront des notes illustrées par quelques phrases clés emblématiques. Ils vont également réaliser de courtes interviews auprès d'exposants afin de recueillir leurs motivations et impressions.

[► Lien via Europresse](#)

Construction Cayola.com

13 mars 2018

Article citant le Campus Condorcet

Chapelle International : un nouveau quartier au nord-est de Paris

Situé à proximité de Porte de la Chapelle sur un ancien site ferroviaire de 7 ha, Chapelle International se veut un nouveau quartier durable au nord-est de Paris. Il sera réalisé par Bouygues Bâtiment Ile-de-France.

Porté par Linkcity Ile-de-France, lauréat en 2015 de la consultation lancée par son aménageur la Société Nationale d'Espaces Ferroviaires (SNEF), le projet débute avec la vente de 3 immeubles. À terme, le quartier doit accueillir le nouveau Campus Condorcet de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ainsi que l'Arena 2, la nouvelle salle omnisports de la capitale. Les agences d'architecture Arte Charpentier Architectes, Metra et Associés, et Ignacio Prego Architectures ont conçu un programme mixte de 45 000 m² qui se compose de deux immeubles de bureaux de 20 000 m² et 14 000 m² adaptés aux nouveaux usages de travail collaboratif et nomade, comprenant également un gymnase et un commerce.

[► Lien vers l'article](#)

Centre Presse

13 mars 2018

Article à propos du diplôme Connaissance de la laïcité de l'université

L'imam diplômé de laïcité

L'imam algérien détaché à Châtelleraut a décroché un diplôme d'université de laïcité. Une habilitation obligatoire pour lutter contre la radicalisation.

Il est toujours souriant et bienveillant. Salah Meradi, la moustache fine à l'italienne, affiche aussi humblement une certaine fierté depuis quelques semaines.

Cet imam algérien de 48 ans, détaché à la mosquée modérée de Châtelleraut (via la Grande mosquée de Paris à laquelle elle est affiliée) depuis septembre 2016, a décroché fin 2017 un diplôme universitaire français, intitulé « Connaissance de la laïcité » et décerné par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

« Avec d'autres imams algériens, on a d'abord fait des tests de maîtrise de la langue française puis à un stage d'intégration avant de suivre des cours pour le diplôme de janvier à avril 2017. J'ai passé ensuite une sorte de mémoire devant un jury de trois professeurs de La Sorbonne. J'avais pris comme sujet, " L'Association culturelle châtelleraudaise des fils d'Abraham " (1). J'ai eu mon diplôme à la fin. »

[► Lien via Europresse](#)

Boursorama.com

12 mars 2018

Article citant le Campus Condorcet

Bouygues : retenu pour un important contrat immobilier à Paris

Linkcity Île-de-France, développeur immobilier de Bouygues Bâtiment Île-de-France, filiale de Bouygues Construction, a conclu la vente de 3 immeubles sur le nouveau quartier de Chapelle International, situé dans le XVIIIème arrondissement de Paris, à des fonds conseillés par Blackstone, à la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) et à ICF Habitat, a-t-on appris ce lundi après marché.

Cette signature marque le lancement des travaux dont Bouygues Bâtiment Île-de-France est en charge pour un montant de 108 millions d'euros.

Situé à proximité de la Porte de la Chapelle sur un ancien site ferroviaire de 7 hectares, Chapelle International accueillera notamment le nouveau Campus Condorcet de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ainsi que l'Arena 2, la nouvelle salle omnisports de la capitale.

[▶ Lien vers l'article](#)

Boursier.com

12 mars 2018

Article citant le Campus Condorcet

Bouygues Construction : début des travaux du programme immobilier Chapelle International à Paris

(Boursier.com) — Linkcity Ile-de-France, développeur immobilier de Bouygues Bâtiment Ile-de-France, filiale de Bouygues Construction, a conclu la vente de trois immeubles sur le nouveau quartier de Chapelle International, situé dans le 18e arrondissement de Paris, à des fonds conseillés par Blackstone, à la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) et à ICF Habitat. Cette signature marque le lancement des travaux dont Bouygues Bâtiment Ile-de-France est en charge pour un montant de 108 millions d'euros.

[▶ Lien vers l'article](#)

CNews Matin

12 mars 2018

Article à propos de la formation continue

La formation continue à Paris 1

Que l'on souhaite renforcer ses compétences professionnelles ou, de façon plus radicale, changer de carrière, la formation continue est un véritable tremplin pour s'ouvrir de nouvelles perspectives. Chaque année, l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne forme pas moins de 1 400 personnes en leur permettant d'accéder à une trentaine de diplômes. Parmi lesquels : des masters I & II, des DU (diplômes universitaires), le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires) et une préparation au concours de juge administratif. Les cours proposés, en petits effectifs (une vingtaine de participants) s'adaptent au rythme de chacun, permettant ainsi de conjuguer la vie universitaire à la vie en entreprise. «Notre force est d'avoir su adapter nos diplômes aux attentes du marché», indique Pascal Lévêque, directeur de la formation continue de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Ile de France.fr

8 mars 2018

Article à propos du Campus Condorcet

Logement étudiant : la Région investit 2 M€ près du futur campus Condorcet

Deux résidences étudiantes de 300 logements vont être construites à Aubervilliers, à deux pas du futur campus dédié aux sciences de l'homme. Une opération dont la Région est le seul financeur public. C'est dans les rues Waldeck-Rochet et Saint-Gobain à Aubervilliers (93), au cœur de ce qui sera le campus Condorcet à la rentrée 2018, que la Région cofinance la construction de deux résidences étudiantes. Réunissant chacune 150 logements, celles-ci proposeront plus précisément 262 studios et 38 appartements pour des colocations de deux personnes, soit 338 places. Le tout, pour des loyers entre 248 et 445€ mensuels. Outre les locaux techniques, ces résidences proposeront deux salles communes, une salle de travail et une cafétéria de 50 m², ainsi que deux laveries et deux locaux vélos en sous-sol. Une grande terrasse végétalisée sera aménagée sur le toit. Quant à l'extérieur, aux couleurs claires, il aura un aspect brillant grâce à des menuiseries de type bois-alu.

[► Lien vers l'article](#)

Enseignants – chercheurs, professeurs et maîtres de conférence

L'Expression

22 mars 2018

Richard Conte, professeur d'Arts plastiques, est cité

L'art au service du patrimoine

Le fruit de cette manifestation sera une exposition in situ mais aussi la production du livre-catalogue «Mémoires de la casbah d'Alger» avec des artistes locaux et internationaux. Dans le cadre des activités organisées pour le mois du patrimoine algérien, l'association «Sauvons la casbah d'Alger», à travers sa cellule artistique, l'atelier N.A.S. organise en partenariat avec l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et l'institut Acte, une résidence d'artistes, sur le thème des «Mémoires de la casbah d'Alger». La résidence se déroulera en quatre phases distinctes, et se soldera par la production d'une exposition in situ, suivra un livre et catalogue intitulé «Mémoires de la casbah d'Alger», dans la collection «Créations et patrimoines de l'institut acte».

Il s'agira en effet de produire une communication scientifique sur la création et le patrimoine urbain, à l'Unesco (Paris), suite à l'expo photographique sur le thème des «Mémoires de la casbah d'Alger». Pour ce faire, six artistes français seront invités. Ces derniers travailleront sur les thèmes: du patrimoine urbain, des plasticités contemporaines, et de la logique contextuelle. Six jeunes artistes algériens seront également de la partie.

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

22 mars 2018

Rémi Bourguignon, maître de conférences à l'IAE, est interviewé

Grèves et manifestations : "Emmanuel Macron a unifié le camp syndical"

Rémi Bourguignon est maître de conférences à l'IAE Paris-Sorbonne et chercheur associé au Cevipof, il est spécialiste du dialogue social.

En quoi Emmanuel Macron doit-il s'inquiéter de la mobilisation de ce jeudi ? Après tout, il a déjà fait face à des manifestations contre les ordonnances sur le Code du Travail, et cela n'a pas changé grand-chose...

Le contexte politique a changé pour Emmanuel Macron. Les ordonnances sur le Code du Travail ont été présentées très rapidement après son élection. Il avait alors une légitimité politique qui lui permettait de porter cette réforme. Aujourd'hui, les jugements favorables se sont un peu effrités. Le président est un peu moins soutenu par l'opinion.

Pour Emmanuel Macron, le principal risque est ce qu'on appelle la "coagulation", c'est-à-dire une espèce de ras-le-bol généralisé qui se traduirait par un conflit cumulant des choses très différentes – comme c'est d'ailleurs le cas ce jeudi avec plusieurs mobilisations sur des sujets très différents. Avec au bout du compte, pour le chef de l'Etat, le risque d'une dégradation générale de l'opinion envers son action.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde.fr

21 mars 2018

Tribune signée par 160 intellectuels et chercheurs dont Christophe Charles, professeur d'histoire, Olivier Grojean, maître de conférences en science politique, Guillaume Mazeau, enseignant-chercheur en histoire

SNCF : Ce projet de loi « sans légitimité démocratique » est « un danger mortel pour la cohésion territoriale »

Un collectif de plus de cent soixante intellectuels et chercheurs - dont Michèle Riot-Sarcey, Etienne Balibar, Patrick Chamoiseau, Geneviève Fraisse, Susan George - appelle, dans une tribune au « Monde », à soutenir la lutte des cheminots contre la « fin du service public ferroviaire ».

Tribune. Lors de la campagne présidentielle, Emmanuel Macron en avait fait un argument majeur : contrairement à ses prédécesseurs, il annoncerait les mesures qu'il appliquerait une fois élu. Les Français sauraient donc à quoi s'attendre. Or voici qu'il met en chantier une réforme, ou plutôt une contre-réforme, majeure qui n'a jamais été soumise au vote de nos concitoyens. Elle engage la privatisation de la SNCF et la fin du statut des cheminots.

Une très large majorité de la population britannique est favorable à une renationalisation du rail

Ce projet n'a donc aucune légitimité démocratique, d'autant moins que le gouvernement veut le faire adopter par ordonnances, réduisant ainsi les droits du Parlement à portion congrue. Ce dépérissement du service public du rail, déjà par ailleurs bien entamé, couplé à l'ouverture totale à la concurrence, est un danger mortel pour une cohésion territoriale déjà fragilisée.

[► Lien via Europresse](#)

Affiches Parisiennes

15 mars 2018

Bruno Dondero, professeur en droit, est cité

Arrivée de Bruno Dondero au sein de CMS Francis Lefebvre

Bruno Dondero, célèbre professeur 2.0 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, intègre les équipes du département doctrine juridique du cabinet français CMS Francis Lefebvre Avocats.

MS Francis Lefebvre Avocats a récemment annoncé l'arrivée du professeur Bruno Dondero au sein du département doctrine juridique du cabinet actuellement dirigé par le professeur Alain Couret. Bruno Dondero lui succédera au terme d'une période de transition.

La doctrine juridique de CMS Francis Lefebvre Avocats couvre les domaines du droit des sociétés, droit bancaire et financier, droit de la concurrence, droit commercial et droit civil.

Bruno Dondero, 45 ans, docteur en droit et agrégé des Facultés de droit, est professeur à l'université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne). Il codirige le département Sorbonne affaires/Finance de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS). Il était précédemment membre du conseil scientifique du cabinet Gide et intervient régulièrement comme conseil auprès de sociétés.

[► Lien vers l'article](#)

Paris Normandie.fr

16 mars 2018

Gilles Tiberghien, enseignant-chercheur en histoire de l'art est cité

Portraits vivants d'historiens de l'art au Musée des Pêcheries de Fécamp

Le deuxième opus du cycle « Un œil, une histoire » présentait, jeudi soir à l'auditorium des Pêcheries, Gilles A. Tiberghien. Titré « Extension du domaine de l'art », il laissait la parole et l'image au philosophe, enseignant l'esthétique à Paris I Panthéon Sorbonne, qui a évoqué le parcours l'ayant amené à l'histoire de l'art. En particulier, grâce au land art dont il est un spécialiste, ce mouvement contemporain prenant pour cadre la nature et les matériaux qui la composent.

« Tout commence dans un cratère dans l'Arizona, aménagé en observatoire naturel. J'y ai passé la nuit et vu le jour se lever. Un moment incroyable : on voit le ciel se délayer progressivement ; de noir, il devient gris, puis clair. Le soleil a déjà éclairé la terre, mais le volcan reste une réserve de nuit jusqu'à ce que l'astre frappe le bord du cratère et se répande doucement à l'intérieur. »

[► Lien vers l'article](#)

Go-met.com

16 mars 2018

François Garçon, maître de conférences en histoire, est cité

Le think-tank Nouveau Cap fait 14 propositions pour revitaliser la vie démocratique

Nouveau Cap, le think-tank né dans le giron du Medef Paca, publie sa 1ère note sur le thème de la démocratie et formule 14 propositions convaincantes pour la revitaliser. La démocratie est en crise voire « *en danger* » selon les mots de Jean-Luc Monteil, le président du Medef Provence-Alpes-Côte d'Azur. Et d'énumérer les symptômes du mal avec les taux d'abstention aux élections locales et nationales ainsi que les enquêtes d'opinion. « *89% des Français considèrent que les élus « ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens* », *71% estiment qu'ils sont « corrompus* », *tandis que 28% d'entre eux éprouvent du « dégoût » vis-à-vis de la politique et 61% pensent que la démocratie « fonctionne mal* ». Comment redresser la barre ? Il y a de la ressource dans l'énergie citoyenne pensent les membres du think tank Nouveau Cap qui présentaient mercredi 14 mars leurs propositions par la voix de M. Monteil et de l'historien François Garçon, très inspiré par le système suisse de votation.

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

15 mars 2018

Entretien avec Pascal Ory, professeur émérite en histoire contemporaine

Une révolution dans l'expression

Annulation du Festival de Cannes, grève de l'ORTF Dans une France où l'État gaulliste contrôlait de près la parole artistique et médiatique, les contestations de Mai 68 ont très vite permis de faire reculer la censure. Inaugurant une spectaculaire "libération culturelle" Vous avez écrit dès 1983, dans votre livre *L'Entre-deux-mai* (1), que Mai 68 a été « un échec politique mais une réussite culturelle ». Quelle place la libération de la parole dans les médias et les arts tient-elle dans ce que vous appelez la « révolution culturelle » de l'après-Mai? Cette libération, et le reflux conjoint de la censure, sont d'excellents marqueurs des profondes transformations qui affectent dès lors la société française. Chaque époque a ses avant-gardes, politiques et culturelles, mais toutes ne s'imposent pas, tant s'en faut ; les avant-gardes révélées par Mai 68 ont pour leur part « réussi » de façon spectaculaire. Non dans leur projet politique, donc, puisque les institutions politiques et économiques ont résisté, mais par une série de réformes de société qui ont bouleversé les structures familiales, le statut de la sexualité, les rapports de genre, et plus généralement les problématiques de l'autorité et de l'expression individuelle. Ces avant-gardes qui, à l'origine, se réclament pour la plupart du léninisme, totalitaire et collectiviste, désertent assez vite le terrain politique classique pour accoucher d'une culture libertaire et individualiste.

[► Lien via Europresse](#)

RFI

14 mars 2018

Violaine Sebillotte, professeure en histoire ancienne, est citée

Les Amazones se livrent en lignes

Le mythe des Amazones, ces grandes guerrières, continuent de fasciner, par leur beauté, par leur vaillance, par leur cruauté aussi. Les voici au cœur d'un récit épique et bouillonnant de près de 160 pages, qui met en scène des femmes fortes et libres. Une histoire d'amour impossible, un récit féministe aussi, dont certaines phrases sonnent terriblement contemporain. Au dessin, un vieux routier de la bande dessinée, Christian Rossi. Au scénario, Géraldine Bindi qui avec cette histoire fait une entrée fracassante dans le monde de la Bande dessinée. L'album *Le Cœur des Amazones* est paru chez Casterman.

Violaine Sebillotte est professeure en Histoire ancienne à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Elle a notamment préfacé le livre d'Adrienne Mayor *Les Amazones*, paru aux éditions La Découverte.

Reportage de Patrick-John Buffe sur le Festival franco-mexicain d'Acapulco.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

13 mars 2018

Thibault Schrepel, chercheur associé à l'université en droit, est cité

Diaboliser les Gafa est politiquement porteur, mais éloigné de toute démarche scientifique

Dans une tribune au « Monde », le juriste Thibault Schrepel dénonce la montée en puissance d'un courant idéologique qui plaide en faveur d'un démantèlement des géants du numérique.

Tribune. Saviez-vous qu'une cinquième maison de Poudlard a le vent en poupe ? J. K. Rowling, maître de la série fantastique des Harry Potter, semble être prise de cours par la réalité. Cette cinquième maison, c'est celle du « Break Up Companies » qui trouve un écho de plus en plus fréquent. Son « mojo » [pouvoir magique] ? Casser les entreprises relevant des Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon) en autant de morceaux que possible. Sa méthode ? Jeter des sorts un peu hasardeux dont on ne connaît rien des effets, mais qui ont une forte résonance politique. Elle prône ainsi un démantèlement des géants du numérique sous couvert de protéger le consommateur, quand bien même les études les plus sérieuses en droit de la concurrence et en macroéconomie reconnaissent dans ce populisme nouveau le spectre du protectionnisme radical dont on peine encore à identifier les effets bénéfiques.

[► Lien vers l'article](#)

Les Échos

13 mars 2018

François Garçon, maître de conférences en histoire, est cité

Reconstruire notre démocratie en donnant plus de pouvoir aux citoyens

Comment réconcilier les citoyens et la démocratie ? Tandis que le populisme continue à gagner du terrain en Europe et dans le monde, il est urgent de réformer nos institutions.

La démocratie est en crise. Sous les coups de boutoir de la montée des extrémismes, de l'érosion de la participation électorale ainsi que de la défiance croissante envers les élus et les institutions de la République, jamais dans notre histoire moderne la démocratie n'a semblé si fragile. Il est urgent de la réformer afin que, tel le phénix, elle renaisse enfin de ses cendres !

En regardant de plus près, c'est le système représentatif qui la sous-tend qu'une partie de nos concitoyens remet en cause, parfois avec vigueur. Les enquêtes d'opinion le démontrent ainsi avec acuité : 89% des Français interrogés considèrent que les élus « ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens », 71% estiment qu'ils sont « corrompus », tandis que 28% d'entre eux éprouvent du « dégoût » vis-à-vis de la politique et 72% que « les démocraties ont du mal à prendre des décisions ».

[► Lien via EuroPresse](#)

Le Monde du droit

12 mars 2018

Bruno Dondero, professeur de droit, est cité

CMS Francis Lefebvre : Bruno Dondero prend la tête de la doctrine juridique du cabinet

Arrivée du Professeur Bruno Dondero à la tête du département doctrine juridique de CMS Francis Lefebvre Avocats.

CMS Francis Lefebvre Avocats a annoncé l'arrivée du Professeur Bruno Dondero le 5 mars 2018 au sein du département doctrine juridique du cabinet actuellement dirigé par le Professeur Alain Couret. Bruno Dondero lui succédera au terme d'une période de transition. La doctrine juridique de CMS Francis Lefebvre Avocats couvre les domaines du droit des sociétés, droit bancaire et financier, droit de la concurrence, droit commercial et droit civil.

[► Lien vers l'article](#)

BFM TV

11 mars 2018

Jean-François Amadiou, enseignant-chercheur en sciences de gestion, est invité

SNCF : la réforme à grande vitesse

Face à la réforme de la SNCF, les syndicats se réuniront cette semaine pour décider s'ils appellent à un grand mouvement national. Parmi les diverses mesures qu'ils contestent figure la fin du statut de cheminot. La CGT a même fait planer la menace d'une grève dure si le gouvernement ne revoit pas sa copie. Y a-t-il une urgence à agir ? Comment peut s'exprimer la colère des cheminots ? Le scénario de 1995 peut-il se répéter ? - Décryptage avec : Bernard Vivier, directeur de l'Institut Supérieur du Travail et spécialiste des mouvements sociaux. Et Jean-François Amadiou, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sociologue spécialiste des relations sociales au travail et directeur de l'Observatoire des discriminations. - Priorité au décryptage, du dimanche 11 mars 2018, présenté par Florence Duprat, sur BFMTV.

[► Lien vers la vidéo](#)

RFI

9 mars 2018

Jean Matringe, enseignant-chercheur en droit public, est invité

Droits de l'Homme dans le monde: en progrès ou en régression?

Alors que débute à Genève un Festival international des Droits de l'Homme, on constate que partout dans le monde, la situation de ces droits est préoccupante. Il est peu de pays qui échappent à ce constat, et la France n'est pas épargnée. Pourtant, ceux qui luttent pour le respect des droits humains sont nombreux et font clairement entendre leur voix. Si la situation se dégrade, ce n'est pas faute d'être dénoncée et combattue. Mais, ce combat-là est immense. Va-t-il finalement prévaloir ?

[► Lien vers l'article](#)

Le Courrier des Maires

9 mars 2018

Loïc Blondiaux, enseignant-chercheur en science politique, est cité

La démocratie participative cherche sa place au milieu des institutions

Les deuxièmes Rencontres nationales de la participation, organisées à Marcq-en-Baroeul (Nord) le 7 et 8 mars, ont permis de dresser un certain bilan de santé de la vitalité de la démocratie française. Les universitaires Yves Sintomer et Loïc Blondiaux, ont voulu convaincre les tenants de la démocratie représentative de la nécessité de ne pas se contenter de quelques ajustements pour réconcilier les citoyens avec la politique. Il y aurait urgence à renouveler en profondeur les pratiques.

Peut-on encore intéresser les citoyens à la vie publique ? Drôle de question que celle posée par le think-tank Décider Ensemble pour lancer ses 2èmes Rencontres nationales de la Participation, consacrées justement à... l'implication des citoyens dans la décision publique. Désireux d'ouvrir d'emblée les hostilités, le député (UDI) Bertrand Pancher avait invité deux représentants politiques et deux universitaires, qui se sont livrés, comme attendu, une âpre joute intellectuelle.

« C'est très intéressant que vous vous posiez la question ici ! » s'est réjoui Loïc Blondiaux, politiste à l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

8 mars 2018

Question de droit posée à Jean-Emmanuel Ray

Est-ce simple de requalifier un CDD en CDI ?

Des dizaines de contrats successifs de remplacement avec le même salarié doivent-ils automatiquement conduire le juge prud'homal à requalifier l'ensemble en un contrat à durée indéterminée (CDI)? La jurisprudence de la Cour de cassation était jusqu'à présent raide : ces contrats à durée déterminée (CDD) successifs « avec la même qualification, le même salaire et des tâches similaires » visaient forcément, selon elle, à « combler un besoin structurel de main-d'œuvre » (CS, 2 juin 2010). Ils étaient donc systématiquement requalifiés en CDI, en application du principe général posé par l'article L. 1242-1 : « Quel que soit son motif, un CDD ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise. »

Cet article transposait la directive du 28 juin 1999 sur le CDD, rappelant que « le bénéfice de la stabilité de l'emploi étant un élément majeur de la protection des travailleurs, les CDI sont la forme générale des relations de travail »; et, soucieuse de « prévenir les abus résultant de l'utilisation de CDD successifs », exigeant que le juge vérifie « les raisons objectives justifiant le renouvellement de tels contrats.

[► Lien via Europresse](#)

Ouest France

8 mars 2018

Audrey Morice, étudiante du M2 Relations internationales et action à l'étranger de l'université, est citée

À 22 ans, Audrey s'engage contre les inégalités mondiales

« Je me suis engagée aux côtés de One, car je suis très sensible aux valeurs de la solidarité internationale », indique Audrey Morice. A 22 ans, cette Vannetaise d'origine est aujourd'hui étudiante en Master 2 Relations internationales et action à l'étranger, à Paris 1 Panthéon-Sorbonne et en contrat d'apprentissage à la Direction « action et plaidoyer internationaux » au Secours catholique-Caritas France (pôle Asie-Europe orientale). « J'appuie les chargé(e)s de partenariat dans le suivi des projets terrain, essentiellement en Asie. »

Accompagnée de cinquante jeunes de 15 à 35 ans venus de toute la France, elle va intervenir dans la lutte contre l'extrême pauvreté en devenant « jeunes ambassadeurs One », l'Organisation non gouvernementale (ONG) cofondée par le chanteur Bono du groupe U2.

[► Lien vers l'article](#)

Mediapart

8 mars 2018

Entretien avec Dominique Rousseau, professeur en droit constitutionnel

Restreindre le droit d'amendement, c'est grave

Le premier ministre Édouard Philippe consulte toute cette semaine les différents chefs de parti, ainsi que les patrons des groupes à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur son projet de réforme des institutions. Un document exprimant la volonté du gouvernement a été publié jeudi matin par le site spécialisé en politiques publiques Contexte.

Outre la baisse du nombre de parlementaires, l'inscription de la Corse dans la Constitution ou encore la réforme du Conseil de la magistrature qui interviendrait dans les nominations du parquet, un article du projet a tout particulièrement retenu l'attention des parlementaires d'opposition : le gouvernement escompte en effet mettre en place un « contingentement du nombre d'amendements par lecture et par groupe, en s'inspirant du temps législatif programmé ». Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, décrypte pour Mediapart les principaux points du projet.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

6 mars 2018

Par Karine Ramondy, docteure en histoire

Morts en exil : la République démocratique du Congo face à ses « spectres errants »

Cela fait plus d'un an qu'Étienne Tshisekedi est mort en Belgique et son corps n'a toujours pas été rapatrié en République démocratique du Congo (RDC). Celui qui faisait figure d'opposant depuis plus de 40 ans a été et demeure populaire en RDC, il est le « Sphinx de Limete », l'un des artisans des accords de la Saint-Sylvestre en décembre 2016 qui aurait pu sortir la RDC de l'impasse politique dans laquelle elle se trouve actuellement. Force est de constater que les autorités politiques congolaises ont, depuis plusieurs générations, un problème avec le corps des leaders politiques de leur pays. Pourquoi un tel acharnement à ne pas offrir à ceux qui ont combattu pour leurs idées politiques une sépulture décente sur leur terre natale ?

Aucun des corps des principaux leaders après les indépendances n'a reçu les rites du viatique qui permettent, dans la tradition africaine, la mise en route du mort vers le village des ancêtres. Et pourtant, la mort d'un adulte protecteur, et a fortiori charismatique, est perçue comme une perte grave qui bouleverse l'équilibre des survivants.

[► Lien vers l'article](#)